HRW : « le prix à payer lorsque l’on dénonce les abus au Burundi »

Human Rights Watch,Â 13 octobre 2020 Les poursuites Ã lâ€™encontre dâ€™un ancien dÃ©putÃ© remettent en question l
espoirs de rÃ©forme au Burundi Les autoritÃ©s devraient mettre fin Ã toutes les accusations pÃ©nales et dÃ©tentions abusive
Lâ€™espoir de voir un nouveau prÃ©sident renverser le cycle rÃ©pressif auÂ BurundiÂ semble de plus en plus mince.Â
La dÃ©cision des autoritÃ©s judiciaires burundaises de poursuivre un ancien membre du parlement indÃ©pendant â€“ connu
pour Ãªtre unÂ fervent dÃ©fenseur des droits humainsÂ â€“ vient sâ€™ajouter Ã uneÂ sÃ©rie de signes prÃ©occupants. Fabie
Banciryanino, qui reprÃ©sentait la province de Bubanza avant lesÂ Ã©lections de cette annÃ©e, est mis en examen pour
atteinte Ã la sÃ©curitÃ© de lâ€™Ã‰tat, dÃ©nonciation calomnieuse et rÃ©bellion. Le 2Â octobre, un fonctionnaire administrat
une dizaine de policiers ont mis fin Ã une confÃ©rence de presse au domicile de Fabien Banciryanino Ã Bujumbura et lui
ont ordonnÃ© de se prÃ©senter Ã un centre de dÃ©tention de la police connu sous le nom de Bureau spÃ©cial de recherche. L
8Â octobre, un juge de la cour dâ€™appel de Ntahangwa a rejetÃ© sa demande de libÃ©ration provisoire et lâ€™a officiellemen
en Ã©tat dâ€™arrestation. Il a Ã©tÃ© transfÃ©rÃ© Ã Mpimba, la prison centrale de Bujumbura, oÃ¹ ilÂ aurait Ã©tÃ© contraint d
le soleil pendant au moins une heure en dÃ©pit de sa santÃ© fragile, en guise de Â«Â punitionÂ Â». En fÃ©vrier, Fabien
Banciryanino a votÃ© contre uneÂ loiÂ qui visait Ã donner au prÃ©sident de lâ€™Ã©poque Pierre Nkurunziza le titre officiel de
Â«Â Guide suprÃªme du patriotismeÂ Â». Il aÂ fait valoirÂ quâ€™Â«Â il y a eu de nombreux meurtresÂ ; des corps ont Ã©tÃ© je
riviÃ¨res tandis que dâ€™autres ont Ã©tÃ© enterrÃ©s aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© mutilÃ©s... [Pierre Nkurunziza] pourrait plutÃ´t Ãªtre
justiceÂ Â». Le 7Â octobre, Fabien BanciryaninoÂ a adressÃ© un courrierÂ Ã la Commission nationale indÃ©pendante des droi
de lâ€™homme (CNIDH) avanÃ§ant quâ€™il Ã©tait poursuivi pour ses prises de parole au Parlement protÃ©gÃ©es par la Cons
Des poursuites Ã lâ€™encontre de Fabien Banciryanino pour avoir appelÃ© Ã ce que justice soit rendue pour les atteintes aux
droits humains violeraient son droit Ã la libertÃ© dâ€™expression. Les procureurs devraient prÃ©senter des preuves irrÃ©futab
reliant les actes ou les dÃ©clarations de Fabien Banciryanino aux accusations graves dont il fait lâ€™objet et justifiant sa
dÃ©tention ou devraient le libÃ©rer sans condition. Dans le cas contraire, cette arrestation enverra un message
dÃ©libÃ©rÃ©ment glaÃ§ant aux politiciens tous azimuts. Le nouveau prÃ©sident du Burundi, Ã‰variste Ndayishimiye, a prÃªtÉ
serment enÂ juin aprÃ¨s des Ã©lections contestÃ©esÂ et aprÃ¨s leÂ dÃ©cÃ¨s inattendu de lâ€™ancien prÃ©sident Pierre Nkuru
plusÂ tÃ´t ce mois-lÃ . Depuis lors, la sociÃ©tÃ© civile burundaise aÂ documentÃ© prÃ¨s de 200Â meurtres. La semaine derniÃ
Burundi a rejetÃ© la dÃ©cision du Conseil des droits de lâ€™homme des Nations Unies deÂ renouveler le mandat de la
Commission dâ€™enquÃªte des Nations Unies sur le Burundi, jugeant la dÃ©cision politisÃ©e. Lâ€™arrestation de Fabien
Banciryanino montre de maniÃ¨re saisissante le prix Ã payer lorsque lâ€™on dÃ©nonce les abus au Burundi. Il est Ã©vident
quâ€™une surveillance internationale est plus que jamais nÃ©cessaire. Lewis Mudge Directeur, Afrique centrale